

de ceux qui ont obtenu des licences d'exploitation pour le bois sur les terrains du gouvernement. Le Conseil Législatif a contrôlé de près la législation de cette session ; il a rejeté quelques-unes des mesures importantes qui lui ont été soumises, et il a introduit des amendements dans la plupart des autres. La prorogation est annoncée pour le 27 mai.

Un changement d'attitude du cabinet Gladstone promettait beaucoup pour l'Irlande. Au commencement de mai on apprenait que Parnell et la plupart des agitateurs arrêtés comme suspects, avaient été remis en liberté. En même temps lord Spencer était nommé vice-roi, et le secrétaire d'Etat Forster était remplacé. Pendant que, sur toute la surface de l'Ile, on se préparait à fêter ces événements, un crime horrible est venu soulever au sein de la population un cri d'étonnement et de douleur. Sir Frederic Cavendish, nouveau secrétaire d'Etat a été assassiné quelques jours après son arrivée à Dublin, avec l'un des principaux officiers de son bureau, M. Burke. Le crime est l'un des plus audacieux qui se puisse commettre ; les assassins demeurent inconnus malgré qu'une récompense de cinquante mille dollars ait été promise pour leur arrestation.

On accuse les Irlandais ; mais cette accusation n'a pour base que des suppositions. Lord Cavendish n'avait encore rien fait pour mécontenter la population irlandaise ; on savait, au contraire, que sa nomination signifiait un changement favorable dans la politique du cabinet.

Les chefs de la ligue agraire ont manifesté énergiquement l'horreur qu'ils ressentaient ; ils ont parlé de ce douloureux événement comme d'un grand malheur pour leur cause. Le cabinet Gladstone a présenté immédiatement une mesure " pour la répression du crime en Irlande." Elle donne à l'autorité les pouvoirs les plus arbitraires. Les députés irlandais ont fortement protesté. Les relations entre l'Angleterre et l'Irlande sont plus tendues que jamais.

Des cuirassés européens sont entrés dans les eaux égyptiennes ; la France et l'Angleterre sont prêtes à une action militaire conjointe si la crise qui sévit au Caire devient menaçante pour leurs intérêts. Le khédivé est encore en difficultés avec ses soldats commandés par Arabie-Bey. C'est une révolution. Qui doit intervenir pour mettre la paix ? Est-ce la Turquie ? Est-ce la diplomatie européenne ? Est-ce la France et l'Angleterre seules ? Pendant que le monde diplomatique se pose ces questions, la situation s'assombrit sur les rivages du Nil.

GUSTAVE LAMOTHE.